

*Boulin.*—Je ne vous parle pas, confrère.

*Bonsens* continuant.—« Depuis que j'ai commencé à fréquenter cette école, cela m'en a fait connaître d'autres payées par le gouvernement pour enseigner le soir aux gens occupés de jour toutes sortes de choses utiles ou agréables. J'ai reçu là des notions de mécanique, de navigation, de musique. La ville de New York seule a payé cette année pour les écoles publiques gratuites deux millions et demi de piastres. On dit que vous voulez dépenser en Canada des millions pour avoir des soldats et des fortifications. Pourquoi, puisque vous avez ces millions à dépenser, ne les donnez-vous pas pour l'établissement d'écoles pour les ouvriers, pour les cultivateurs, pour les commerçants, plutôt que pour entretenir des désœuvrés et faire des fortifications. Tenez, j'en ai beaucoup vu de fortifications, et de bien gardées, je vous assure. On finit toujours par les prendre et par les détruire, tandis que la supériorité que donne l'éducation populaire ne se détruit jamais. Si les planteurs du Sud avaient employé à soulager, à instruire, à libérer leurs nègres, les millions qu'ils ont perdus à faire des murs, convertis de canons, la terrible guerre qu'ils ont subie n'aurait pas eu lieu; ils auraient encore leurs nègres comme serviteurs volontaires, et ils retireraient de beaux intérêts de leurs millions. Que l'exemple du Sud profite au moins aux gens du Nord.

*Pétrus.*—J'aime votre Louison, pere Bonsens; il écrit comme un livre qui parle bien. Qui aurait dit ça quand il menait ses bœufs?

*Boulin.*—Mais il prend bien garde de rien nous dire de ses mœurs. On doit apprendre de belles choses à ces écoles où toute la canaille doit aller, puisqu'on ne paie rien!

*Quenoche.*—Vous avez qu'à voir le croyais docteur; que l'on ne doit plus être canaille déjà quand on va à l'école.

*Pétrus.*—Quenoche! mon ami, si tu continues à te vais tomber à tes genoux; et t'offrir une pipe de mon vieux tabac!

*Quenoche.*—Merci, je m'en use pas, je ne fais pas de ma bouche une cheminée.

*Bonsens.*—Si vous m'interrompez toujours, nous n'en finirons jamais; laissez-moi donc lire. « Je vous envoie mon cher parrain, une gazette française où vous verrez que nous avons organisé

entre canadiens une société Saint-Jean-Baptiste pour tâcher de nous entraider, de nous connaître, de venir au secours de ceux qui peuvent être dans le besoin, et surtout de nous procurer un bon petit souvenir du pays que nous avons quitté à regret. Nous préparons un chœur de chanteurs pour la prochaine célébration, car nous voulons avoir une messe solennelle où chacun, en y assistant, pourra se reporter un moment à sa paroisse natale. »

*Boulin.*—Mais que nous chantent donc nos gazettes qui nous disent que notre culte est persécuté, et même presque défendu!

*Bistouri.*—Je pense, confrère, que vous n'en lisez qu'une, et que vous croyez tous les contes qu'elle vous fait?

*Boulin.*—Encore une fois, confrère, je ne vous parle pas.

*Bonsens.*—Me laisserez-vous enfin terminer ma lettre. J'en ai quelques autres à vous communiquer, mais si vous vous querellez sans cesse, j'y renoncerais.

*Bonsens* continuant de lire.—« Vous aimez, dites-vous, mon cher parrain, à savoir ce qu'on pense ici du Canada. Je vous dirai qu'il y a bien des gens qui seraient contents de voir le peuple de notre pays comprendre qu'il devrait avoir plus d'intérêt à vivre en bonne intelligence avec des voisins puissants, riches, éclairés et libres, qui nous achètent nos produits, qui donnent de l'ouvrage à notre jeunesse quand elle a de la peine à en trouver par chez nous; qu'à suivre les idées de gens qui demeurent à des mille lieues de nous, qui ont pris notre pays sans nous demander auparavant si cela nous convenait d'être à eux, et qui, aujourd'hui, paraît-il, voudraient se servir de nous pour, dans l'occasion, chercher noise à nos voisins. On me dit que dans nos campagnes, on ne voit plus que des trente-sous, et des écus américains. Je ne pense pas que vous achetiez cet argent-là pour le plaisir de le regarder; c'est donc signe que presque tous les produits de nos campagnes sont achetés par des américains. Eh! bien, il me semble que ce n'est guère dans l'habitude de nos bons habitants, ou de nos bons marchands, pas même de nos docteurs, ni de nos avocats, de se bruyiller volontairement avec leurs meilleures pratiques. Il faut donc croire, si ce que l'on dit est vrai, que ce ne sont pas eux qui ont cherché à déplaire aux américains dans